
Présidentielles 2022 en France : Le paysage politique un mois avant l'élection

Mars 2022



La « drôle de campagne »

Dans moins d'un mois, les électeurs français se rendront aux urnes pour le premier des deux tours de l'élection présidentielle. Cependant, une série de facteurs nous ont conduit à l'une des courses les plus discrètes de ces dernières années, certains allant jusqu'à parler de "drôle de campagne", en référence à la période d'inaction du début de la Seconde Guerre mondiale. La déclaration tardive de la candidature du président Emmanuel Macron, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la solide reprise après la pandémie de Covid et la réorganisation encore en cours de la politique française se sont combinés pour créer un environnement de distraction, d'indécision et d'apathie chez les électeurs.

Selon un sondage [réalisé](#) par BVA Group, l'intérêt pour l'élection présidentielle reste stable : 70% des Français inscrits sur les listes électorales s'y intéressent dont seulement 35% « beaucoup ». Aussi, l'intention « certaine » de participer à l'élection est à 61%.

M. Macron a attendu peu avant la date limite pour annoncer son intention de se présenter, le 3 mars dans une lettre publiée dans les journaux, dans laquelle il déclarait, notamment, vouloir réduire les impôts et soutenait que les enseignants devaient être mieux payés. S'il parvient à se faire réélire, il serait le premier président français à remporter un second mandat depuis deux décennies. *"Nous n'avons pas réalisé tout ce que nous avons prévu de faire. Il y a des choix que, avec l'expérience que j'ai acquise auprès de vous, je ferais probablement différemment"*, a-t-il déclaré dans sa lettre qui mentionne une variété de défis auxquels son administration a été confrontée, des attaques terroristes au Covid, et plus récemment, l'invasion de l'Ukraine par la Russie. *"Je suis candidat pour défendre nos valeurs que les désordres du monde menacent"*, a-t-il ajouté.

On s'attendait à ce que M. Macron se lance dans la course, les sondages montrant qu'il est tout désigné pour la victoire lors du second tour du scrutin du 24 avril et qu'il est le favori pour l'emporter face à une opposition fragmentée. Mais sa confirmation tardive a laissé ses challengers dans l'ombre et dans la controverse pendant une grande partie des premières étapes de la campagne. Certains ont fait valoir que la capacité du président à utiliser son attention médiatique habituelle pour faire campagne de manière non officielle lui a conféré un avantage injuste.

Mais avec des annonces telles que le plan d'investissement "[France 2030](#)" publié en octobre, il est clair depuis longtemps que le Président sortant a des projets bien au-delà de son premier mandat. Cela a donné à certains électeurs l'impression que l'avenir du pays est déjà tracé pour les prochaines années, bien que le vainqueur de la présidence doive à nouveau triompher lors des élections législatives de juin pour être sûr d'avoir le pouvoir de mettre en œuvre ses politiques.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie fin février a également distrait les électeurs en déplaçant l'attention sur la politique étrangère et en l'éloignant des questions intérieures, même si les prix élevés de l'énergie pourraient encore alimenter les préoccupations quotidiennes. Certaines critiques ont, certes, accusé M. Macron d'être naïf dans ses discussions avec Vladimir Poutine, y compris lors de son déplacement à Moscou où malgré de longues négociations, celles-ci n'ont pas abouti, mais les sondages suggèrent que cela a plutôt contribué à améliorer ses chances de réélection. Malgré ses critiques antérieures à l'égard de l'OTAN, le conflit a donné à M. Macron l'occasion de défendre la paix et l'autodétermination nationale sur la scène mondiale et a donné du poids à ses appels en faveur du renforcement de la souveraineté économique et stratégique de l'Europe. En revanche, la crise ukrainienne

a mis plusieurs de ses opposants en difficulté, avec des challengers d'extrême droite comme Marine Le Pen et Eric Zemmour, qui a déclaré qu'il n'accepterait pas de réfugiés ukrainiens en France, et le candidat de gauche Jean-Luc Mélenchon, qui a dû s'expliquer sur ses commentaires passés sur Poutine.

Il reste à voir quel effet la crise du Covid aura sur la volonté de voter, bien que la reprise économique plus forte que prévu de la France après la crise ait pu donner aux électeurs moins de raisons de chercher un changement à l'Élysée, selon certains observateurs. Les élections municipales, qui connaissent traditionnellement la plus forte participation après les élections présidentielles, ont vu la participation chuter à un niveau record en 2020, mais il s'agissait tout de même du pic de la première vague.

L'élection présidentielle intervient également à un moment de réorganisation encore en cours dans la politique française, qui a commencé lorsque M. Macron a brisé le duopole de longue date des groupes traditionnels de gauche et de droite en gagnant en 2017 avec son nouveau parti pro-européen La République En Marche. Certains électeurs ont le sentiment, soutenu par l'avance de M. Macron dans les sondages, que l'opposition doit encore se réorganiser pour proposer une alternative significative. Ainsi cette élection servira plutôt de point d'appui pour la prochaine élection en 2027, selon l'expression de l'ancien Premier ministre Edouard Philippe, « *la poutre travaille encore* »

A gauche, Jean-Luc Mélenchon est le principal candidat mais il n'a pas été en mesure d'unir les différentes factions de ce bord politique qui, selon les sondages, bénéficie d'un soutien combiné d'environ un cinquième de la population. Le parti « La France Insoumise » de M. Mélenchon a obtenu de bons résultats lors des dernières élections présidentielles en 2017, où il a remporté 19,5% des voix, mais d'autres groupes sont en lice pour avoir leur mot à dire, notamment le Parti socialiste (PS), le Parti écologiste (EELV) et le Parti communiste français (PCF).

La droite de l'échiquier politique est tout aussi fracturée. Les sondages indiquent que Marine Le Pen, leader du Rassemblement national (RN), a les meilleures chances d'atteindre le second tour face à M. Macron pour sa troisième candidature à la présidence. Cependant, elle doit faire face à la menace d'Eric Zemmour, un ancien journaliste devenu politicien, défendant une ligne anti-immigration et qui souhaite faire de son parti « Reconquête ! » le porte-drapeau de l'extrême droite tout en ralliant une partie de la droite dite « classique ».

Et pour diviser encore plus le vote de droite, Valérie Pécresse, la candidate de Les Républicains (LR), s'est positionnée quelque part entre M. Macron, Mme. Le Pen et M. Zemmour. L'idée étant de reproduire les résultats solides obtenus par son parti européen (PPE) lors des dernières élections européennes, bien que la liste de ce parti ait fait un faible score au niveau national en France à ces mêmes élections.

Ce rapport de Dods/Trombinoscope Monitoring donne un aperçu de la position des cinq principaux candidats à la présidentielle sur plusieurs domaines politiques clés, comme l'énergie, la santé, l'agriculture, les transports ou l'environnement.

Les cinq principaux candidats et leurs propositions



Emmanuel Macron

La République en Marche

Président sortant

Programme

Energie : « Sortir de la dépendance aux énergies fossiles »

- « Être la première nation à sortir de la dépendance au gaz, au pétrole et au charbon. »
- « Investir dans l'innovation et la recherche concernant les énergies renouvelables, le nucléaire, les batteries, le numérique »

Santé : « Lutter contre les déserts médicaux et développer la prévention »

- « Faire reculer les déserts médicaux. »
- « Permettre à chacun de vivre le grand âge à domicile tant qu'il le peut »
- « Rendre les maisons de retraite plus humaines. »
- « Opérer la révolution de la prévention »

Agroalimentaire : « Investir dans la recherche »

- « Investir dans l'innovation et la recherche dans l'agriculture »



Marine Le Pen

Rassemblement National

Députée NI du Pas-de-Calais

Présidente du Rassemblement national (RN) (2018-21)

Programme

Energie : « Assurer l'indépendance énergétique pour baisser la facture des Français »

- « Relancer la filière nucléaire, hydroélectrique et investir dans la filière hydrogène »
- « Arrêter les projets éoliens et démanteler progressivement les parcs existants »
- « Sortir du marché européen de l'électricité pour retrouver des prix décents »
- « Baisser la TVA de 20% à 5.5% sur les produits énergétiques (carburants, fioul, gaz et électricité) en tant que biens de première nécessité. »

Santé : « Lancer un plan de soutien d'urgence pour la santé de 20 milliards d'euros »

- « Investir dans les technologies de santé et rapatrier la fabrication des médicaments »
- « Revaloriser les salaires des personnels soignants et leur libérer des moyens en supprimant les ARS et en réduisant à 10% les postes administratifs dans les hôpitaux »
- « Stopper les fermetures de lits à l'hôpital public et dans les maternités »
- « Agir contre les déserts médicaux grâce à des incitations financières pour les soignants et augmenter le nombre de maisons de santé »
- « Créer des urgences gériatriques »
- « Donner plus de place à la prévention, notamment grâce à l'instauration de visites médicales scolaires systématiques »

Transports : « Renationaliser les autoroutes et garantir l'accès aux personnes en situation de handicap »

- « Renationaliser les autoroutes pour baisser de 15% les péages et privatiser l'audiovisuel public pour supprimer les 138€ de redevance »
- « Appliquer la loi sur l'accès à tous les lieux et transports publics »



Valérie Pécresse

Les Républicains

Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Programme

Santé : « Un vent de liberté pour l'hôpital et l'objectif « Zéro désert » »

- « Développer la recherche concernant les cancers pédiatriques et introduire un congé pour les parents d'enfant atteint de cancer »
- « Créer 25 000 postes de soignants à l'hôpital »
- « Faire voter une loi de programmation quinquennale en matière de santé »
- « Développer un programme « Zéro Désert » en doublant le nombre de médecins formés d'ici 5 ans et en créant une 4ème année de formation dans un désert médical,
- « Doubler les moyens alloués aux politiques de prévention et confier cela aux départements pour faire de l'école et de l'entreprise les premiers lieux de prévention »

Agroalimentaire : « Améliorer les revenus et la compétitivité agricole »

- « Augmenter le revenu des agriculteurs en baissant d'un tiers les cotisations vieillesse. »
- « Alléger la fiscalité des transmissions et supprimer la taxation sur les plus-values lors des cessions d'exploitation à un jeune agriculteur. »
- « Encourager le stockage de l'eau et couvrir le reste à charge subis par les agriculteurs lors des crises climatiques et sanitaires »
- « Refuser la stratégie zéro phyto en l'absence d'alternative. »
- « Instaurer une traçabilité totale des produits agricoles et agroalimentaires et l'étiquetage généralisé de l'origine des produits. »
- « Permettre aux agriculteurs de vendre des crédits carbone calculés en fonction des bienfaits qu'ils apportent à l'environnement. »

Transports : « Indexer les frais kilométriques et permis pour tous »

- « Indexer de manière automatique les indemnités de frais kilométriques sur les prix des carburants tout en supprimant le plafond de distance entre le domicile et le travail (actuellement 40 km). »
- « Le permis de conduire pour tous en abaissant l'âge de passage à 16 ans, en supprimant la surprime d'assurance pour les jeunes, en permettant d'apprendre le code dès le collège. »



Eric Zemmour

Reconquête

Journaliste politique et écrivain

Programme

Energie : « Relancer le nucléaire et rationaliser le développement des énergies renouvelables »

- « Supprimer l'objectif de réduire à 50% la part du nucléaire dans le mix électrique à l'horizon 2035 et prolonger la durée de vie du parc existant à 60 ans au moins »
- « Lancer la construction d'au moins 14 nouveaux réacteurs nucléaires EPR2 à horizon 2050 »
- « Relancer la recherche dans le nucléaire du futur, comme les réacteurs de 4^{ème} génération (programme ASTRID) ou la fusion nucléaire (projet international ITER) »
- « Mettre fin aux projets éoliens actuels et futurs, sur terre et en mer, et rediriger le soutien public à l'éolien et au solaire vers la géothermie, les réseaux de chaleur ou les pompes à chaleur »
- « Investir dans l'isolation des bâtiments résidentiels et industriels » « Développer l'usage de l'électricité et de l'hydrogène dans les transports en commun »

Agroalimentaire : « Produits locaux, circuits courts et renouvellement des générations »

- « Privilégier les circuits courts en augmentant la part des produits locaux dans la restauration collective »
- « Interdire la construction de nouvelles grandes surfaces et zones commerciales »
- « Augmenter la Dotation Jeunes Agriculteurs et simplifier les procédures d'installation et d'accès au foncier »

Environnement : « Baisser nos émissions de gaz à effet de serre »

- « Exiger la mise en place rapide au niveau européen de la taxe carbone aux frontières »
- « Etablir une stratégie forestière nationale, notamment à travers la création d'un fond de reboisement et d'adaptation au changement climatique »
- « Faire émerger une véritable filière industrielle dans le recyclage des plastiques »
- « Lancer un grand plan de dépollution des sols »



Jean-Luc Mélenchon

La France Insoumise

Fondateur et Président du groupe La France insoumise (LFI) à l'Assemblée nationale (2017-21)
Député LFI des Bouches-du-Rhône

Programme

Energie : « Déployer le 100% renouvelable et réduire la consommation d'énergie par la sobriété et l'efficacité »

- « Abandonner progressivement les énergies fossiles »
- « Ne prolonger aucun réacteur nucléaire au-delà de 50 ans »
- « Doubler l'éolien et accroître le photovoltaïque en toitures, ombrières, sans aucune installation sur terres agricoles ou espaces sauvegardés et encourager les bioénergies.
- « Abroger la loi NOME, refuser la privatisation des barrages et le plan Hercule »
- « À court terme, bloquer les prix de l'énergie dans le cadre d'une loi d'urgence sociale.»
- « Arriver à une consommation d'énergie primaire divisée par 3 d'ici 2050 »
- « Lancer un grand chantier de rénovation des bâtiments publics et isoler au moins 700 000 logements par an. »

Santé : « Reconstruire le service public hospitalier et instaurer le 100% Sécu »

- « Assurer une relocalisation de la production de médicaments, garantir l'approvisionnement d'une réserve stratégique et contrôler les prix de l'ensemble des produits de santé »
- « Interdire le dépôt de brevets sur les médicaments et les équipements nécessaires à une réponse sanitaire urgente et rendre obligatoire le partage de connaissances »
- « Supprimer la tarification à l'acte, revenir à la dotation globale de fonctionnement »
- « Engager un plan pluriannuel de recrutement des professionnels du soin et du médico-social, revaloriser les métiers et les revenus et augmenter les capacités d'accueil des établissements de santé publics »
- « Combattre les déserts médicaux en recrutant des médecins publics, supprimant le numerus clausus, et en mobilisant la médecine libérale et hospitalière »
- Instaurer le « 100% Sécu » en remboursant à 100% les soins de santé prescrits et en intégrant les mutuelles dans la Sécurité sociale :

Environnement : « Lancer un plan massif de 200 milliards d'euros d'investissements et atteindre le « Zéro déchet » »

- « Avoir pour objectif une baisse de 65% des émissions en 2030 »

- « Adopter des lois cadres instaurant une planification écologique et démocratique coordonnant les niveaux national et local »
- « Obliger les entreprises à mettre en œuvre une comptabilité carbone pour les émissions directes et indirectes certifiée par un organisme public agréé »
- « Mettre en place des assemblées citoyennes régionales pour débattre des projets d'aménagement et d'investissement en lien avec la planification écologique »
- « Interdire immédiatement les plastiques à usage unique, rendre obligatoires le recyclage, le compostage ou l'incinération. Généraliser les consignes, développer les filières de réutilisation des matériaux et de substitution aux matériaux carbonés »
- « Abolir l'obsolescence programmée et allonger les durées de garantie légale des produits et rendre obligatoire l'écoconception des produits »
- « Généraliser l'indice de durabilité des produits et rendre obligatoire la disponibilité de pièces de rechange »
- « Interdire la publicité des produits et services les plus émetteurs de gaz à effet de serre sur tous les supports publicitaires »